

- 1912 / 8 - 98 / 99

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

8 FÉVRIER 1999

PROJET DE LOI

**relatif au plan d'action belge pour
l'emploi 1998 et portant
des dispositions diverses
(art. 41 à 49 et 62 à 67)**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET (1)**

**PAR
MME Anne VAN HAESENDONCK**

(1) Composition de la commission :
Président : M. Didden (M.).

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM Didden, Leterme, Pieters, Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt, MM. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	Mme Croes-Lieten, MM. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt.	Mme Colen, M. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/M. Tavernier.	MM. Detienne, Viseur.
Ecolo	

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Olaerts.

Voir:

- 1912 - 98 / 99 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Erratum.
- N°s 3 à 6 : Amendements.
- N° 7 : Avis du Conseil d'État.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

- 1912 / 8 - 98 / 99

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

8 FEBRUARI 1999

WETSONTWERP

**betreffende het Belgisch actieplan
voor de werkgelegenheid 1998 en
houdende diverse bepalingen
(art. 41 tot 49 en 62 tot 67)**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIEN EN DE BEGROTING (1)**

**UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Anne VAN HAESENDONCK**

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Didden (M.).

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters, Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt, HH. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt.	Mevr. Colen, H. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/H. Tavernier.	HH. Detienne, Viseur.
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Olaerts.

Zie:

- 1912 - 98 / 99 :

- N° 1: Wetsontwerp.
- N° 2: Erratum.
- N°s 3 tot 6 :
- N° 7: Advies van de Raad van State.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné les articles 41 à 49 et 62 à 67 de ce projet au cours de sa réunion du 20 janvier 1999.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Le ministre souligne que ce volet du projet vise à accroître la sécurité juridique dans deux domaines: d'une part, en ce qui concerne le traitement fiscal des options sur actions attribuées au personnel et/ou aux dirigeants de nos entreprises et, d'autre part, en ce qui concerne le traitement fiscal des actions attribuées avec décote dans le cadre de l'article 52septies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il s'agit de matières qui sont d'une grande importance pour nos entreprises, en ce que elles doivent leur permettre d'attirer des travailleurs capables et motivés ou de récompenser des travailleurs fidèles.

Un nouveau régime fiscal pour les options sur actions

Le ministre tient à dissiper d'emblée un malentendu: les options sur actions visées en l'occurrence ne se limitent pas à ce que la presse qualifie souvent de *managementoptions*, ce qui donne erronément l'impression qu'il s'agit d'avantages dont bénéficieraient les seuls dirigeants d'entreprise. Au contraire, les travaux qui ont abouti au projet à l'examen ont montré que de nombreuses entreprises (multinationales) permettent à tous leurs travailleurs sans exception, quelle que soit leur position au sein de l'entreprise, d'acquérir des options sur actions. Le système est dès lors en principe accessible à tous les travailleurs, et constitue le moyen par excellence de les intéresser à la croissance de leur entreprise.

Le régime fiscal actuel des options sur actions est insuffisant à deux égards. D'une part, les conditions d'application du cadre légal spécifique instauré fin 1984 sont d'une sévérité telle que le régime est peu appliqué dans la pratique. D'autre part, il règne une grande insécurité juridique pour ce qui est du traitement fiscal des options sur actions qui ne relèvent pas de ce régime. Les points de vue de l'administration des contributions directes et de la doctrine divergent en effet tant en ce qui concerne le moment auquel l'avantage que le travailleur retire de l'acquisition d'une option sur actions est imposable qu'en ce qui concerne la définition de cet avantage, ce qui dissuade les entreprises d'attribuer des options. Si des options sont, malgré tout, attribuées sans respecter les conditions de la loi de 1984, la divergence de vue précitée mène souvent à une absence de taxation.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de artikelen 41 tot 49 en 62 tot 67 van dit ontwerp besproken tijdens haar vergadering van 20 januari 1999.

I. INLEIDING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

Dit luik van het ontwerp, aldus *de minister*, beoogt rechtszekerheid te creëren op twee domeinen: in de fiscale behandeling van aandelenopties toegekend aan het personeel en/of aan de bedrijfsleiders van onze ondernemingen enerzijds, en anderzijds van aandelen toegekend met «korting» in het kader van artikel 52septies van de vennootschapswet. Het gaat om aanlegenheden die voor onze ondernemingen van groot belang zijn, en die hen in staat moeten stellen bekwaame en gemotiveerde werknemers aan te trekken of trouwe werknemers te belonen.

Een nieuw fiscaal regime voor aandelenopties.

De minister houdt eraan meteen een misverstand uit de wereld te helpen: de aandelenopties waarover sprake zijn niet beperkt tot wat in de pers zo dikwijls de «managementopties» genoemd worden, en wat ten onrechte het beeld schept van voordelen waarvan enkel bedrijfsleiders genieten. Integendeel, in de loop van de werkzaamheden die geleid hebben tot onderhavig ontwerp is gebleken hoeveel (multinationale) ondernemingen aan al hun werknemers, zonder uitzondering wat hun positie binnen het bedrijf betreft, de mogelijkheid geven in te tekenen op een aandelenoptieplan. Het systeem is bijgevolg in principe toegankelijk voor alle werknemers, en is de manier bij uitstek om hen te betrekken bij de groei van hun onderneming.

De huidige fiscale behandeling van aandelenopties is op twee vlakken ontoereikend. Enerzijds zijn de toepassingsvoorwaarden van het specifieke wettelijke kader dat einde 1984 in het leven geroepen werd zodanig stringent dat het in de praktijk weinig toepassing kent. Anderzijds bestaat aangaande de fiscale behandeling van de aandelenopties die niet binnen het toepassingsgebied van die regeling vallen een grote rechtsonzekerheid. De standpunten van de administratie der directe belastingen en van de rechtsleer lopen namelijk uiteen wat betreft het ogenblik waarop het voordeel dat voor een werknemer voortvloeit uit het verkrijgen van een aandelenoptie belastbaar is, én wat betreft de omschrijving van dat voordeel. Dit schrikt de bedrijven af om opties toe te kennen. Daar waar toch opties worden toegekend buiten de voorwaarden gesteld in de wet van 1984 leidt voornoemd verschil in standpunt dikwijls tot afwezigheid van belastingheffing.

Le projet vise à mettre fin à cette situation en créant un nouveau cadre légal, en remplacement de celui de 1984. Il prévoit une taxation raisonnable des avantages de toute nature que sont les options, de façon à ce que toutes les parties, tant le contribuable que l'État, y gagnent. Pour le contribuable, le traitement fiscal des options devient transparent et prédictible; l'État est certain de percevoir des recettes fiscales correctes.

Les lignes de force du régime proposé sont les suivantes:

1. la valeur imposable d'options sur actions est déterminée en tout état de cause au moment de leur attribution;

2. la valeur imposable de l'option est exprimée de façon forfaitaire, à savoir sous forme de pourcentage de la valeur de l'action sous-jacente à ce même moment;

3. le pourcentage précité est plus élevé (15%) ou moins élevé (7,5%) selon que certaines conditions sont ou non remplies. Le pourcentage de 7,5% est le pourcentage retenu initialement, lequel a été subordonné par la suite à certaines conditions. Afin de doter également d'un régime fiscal les options qui ne répondent pas à ces conditions (on retomberait sinon dans l'insécurité juridique actuelle), on a doublé ce pourcentage;

4. les conditions qui doivent être remplies pour que la valeur imposable de l'option soit fixée à 7,5% de la valeur de l'action sous-jacente visent essentiellement à décourager la spéculation; les options sont en effet généralement attribuées pour que l'on s'implique durablement dans l'entreprise.

La traduction de ces lignes de force sur le plan technique se présente quelque peu différemment. On part de la base imposable la plus élevée au moment de l'attribution de l'option, à savoir 15%. Le pourcentage de 7,5% pour les options qui, à ce moment, répondent aux conditions prévues est considéré comme une «réduction». Puisque le respect effectif de certaines conditions ne peut être vérifié qu'au moment de l'exercice ou à l'expiration de l'option, il est prévu d'annuler cette «réduction» en cas de non-respect de ces conditions, ce qui signifie que le bénéficiaire de l'option devra payer une seconde fois l'impôt sur 7,5% de la valeur de l'action sous-jacente au moment de l'attribution de l'option.

Avant de proposer ce régime, on a fait procéder à une étude du régime fiscal des options en vigueur chez nos voisins ainsi qu'aux États-Unis, ce régime s'inscrivant nécessairement dans un contexte international et devant être compatible avec les régimes existant à l'étranger (dans le cas, par exemple, de la société-mère étrangère qui attribue des options aux travailleurs de sa filiale belge).

Het wetsontwerp wil een einde maken aan deze situatie door een nieuw wettelijk kader in te voeren, ter vervanging van datgene van 1984. Het voorziet in een redelijke belastingheffing op de voordelen van alle aard die de opties zijn, zodanig dat iedereen, zowel de belastingplichtige als de overheid, bij de situatie wint. Voor de belastingplichtige wordt de fiscale behandeling van opties transparant en voorspelbaar; de overheid is zeker van redelijke belastingontvangsten.

De krachtlijnen van het voorgestelde regime doen zich als volgt voor:

1. de belastbare waarde van aandelenopties wordt in ieder geval bepaald op het ogenblik van hun toekenning;

2. de belastbare waarde van de optie wordt forfaitair uitgedrukt, met name als percentage van de waarde van het onderliggende aandeel op datzelfde ogenblik;

3. voornoemd percentage is hoger (15%) of lager (7,5%) naargelang aan bepaalde voorwaarden voldaan is. De waardering aan 7,5% is de waardering waarvan initieel werd uitgegaan. Naderhand zijn daaraan voorwaarden gekoppeld. Om eveneens in een belastingregime te voorzien voor de opties die niet aan die voorwaarden voldoen (anders zou men in de huidige rechtonzekerheid vervallen) is de verdubbeling van dat percentage gevolgd;

4. de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn opdat de belastbare waarde van de optie 7,5% van de waarde van het onderliggende aandeel zou bedragen houden verband met het uitsluiten van speculatie; opties worden immers in de regel toekend om een minimum aan duurzame betrokkenheid bij de onderneming te bewerkstelligen.

De uitwerking van deze krachtlijnen op technisch vlak doet zich enigszins anders voor. Er wordt uitgegaan van de hoogste belastbare grondslag op het ogenblik van de toekenning van de optie, te weten 15%. De waardering aan 7,5% voor de opties die op dat ogenblik aan de vooropgestelde voorwaarden voldoen wordt opgevat als een «vermindering». Aangezien de daadwerkelijke naleving van sommige voorwaarden pas nagegaan kan worden bij de uitoefening of het verstrijken van de optie, wordt bepaald dat deze «vermindering» ingeval van niet-naleving op dat ogenblik ongedaan gemaakt wordt, wat betekent dat een tweede maal belasting moet betaald worden op 7,5% van de waarde van het onderliggende aandeel op het ogenblik van de toekenning van de optie.

De voorgestelde regeling werd voorafgegaan door een onderzoek van de fiscale behandeling van opties in de ons omringende landen en in de Verenigde Staten, aangezien zij noodzakelijkerwijze in internationale context bekeken moeten worden en verenigbaar moeten zijn met de stelsels die in het buitenland bestaan (ingeval, bijvoorbeeld, een buitenlandse moederonderneming die opties toekent aan de werknemers van haar Belgische dochter).

Celui qui se propose de porter un jugement sur l'évaluation proposée doit tenir compte du fait que toute forfaitarisation comporte nécessairement un élément d'arbitraire. Il s'est avéré, après discussion, que l'évaluation d'une option d'une durée de cinq ans et dont le prix d'exercice est égal à la valeur de l'action sous-jacente au moment de l'attribution à 7,5% de la valeur de cette action constitue une valeur moyenne raisonnable. Quoi qu'il en soit, le nouveau régime est en fin de compte positif pour le trésor dans la mesure où celui-ci, ainsi qu'il a déjà été souligné, paie aujourd'hui le prix de l'insécurité juridique.

Confirmation du point de vue de l'administration en matière d'actions avec décote.

Le projet confirme, toujours au nom de la sécurité juridique, que la décote accordée aux travailleurs lorsque ceux-ci souscrivent à des actions de leur entreprise dans le cadre d'une augmentation de capital réalisée conformément à l'article 52septies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne constitue pas un avantage imposable. Cette réduction est en effet considérée comme la contrepartie de l'incapacité, pendant cinq ans, des actions acquises dans ce cadre.

II. DISCUSSION GENERALE

M. Leterme précise que le groupe CVP votera les articles du projet de loi à l'examen dont la commission est saisie.

Le nouveau traitement fiscal des options sur actions instauré par les articles 41 à 47 permettra d'attirer plus facilement le capital à risque, ce qui renforcera la compétitivité de nos entreprises.

Si (comme aux Pays-Bas) cette mesure a du succès, on pourrait en étendre le champ d'application.

Il se réjouit également que les travailleurs (et leur savoir-faire) soient liés à leur entreprise par le biais de participations financières.

Un tel système n'est toutefois pas applicable à toutes les entreprises (secteur non marchand, PME), ce qui risque d'entraîner des disparités croissantes entre les secteurs en ce qui concerne le niveau et la forme des salaires versés. Il va de soi qu'il existe aussi un risque d'évasion fiscale et d'évasion des cotisations de sécurité sociale.

M. De Grauwe estime également que les mesures proposées en matière d'options sur actions constituent un premier pas, bien que trop timide, dans la voie de la participation financière des travailleurs que le premier ministre annonce depuis de longues années.

Bij de beoordeling van de voorgestelde waardering mag men niet uit het oog verliezen dat elke forfaitarisering noodzakelijkerwijze een element van willekeur in zich draagt. Na discussie is gebleken dat de waardering van een optie met een looptijd van 5 jaar en een uitoefenprijs die gelijk is aan de waarde van het onderliggende aandeel op het ogenblik van de toekenning aan 7,5% van de waarde van dat aandeel een redelijke doorsneewaarde uitmaakt. Wat er ook van zij is het nieuwe regime per saldo positief voor de schatkist, in de mate dat deze, zoals reeds vermeld, vandaag de dag de prijs betaalt voor de heersende rechtsonzekerheid.

Bevestiging van het administratieve standpunt inzake aandelen met décote.

Het ontwerp bevestigt, nogmaals terwille van de rechtszekerheid, dat de korting die aan werknemers wordt toegekend wanneer zij inschrijven op aandelen van hun onderneming in het kader van een kapitaalverhoging verwezenlijkt conform artikel 52 septies van de vennootschapswet, geen belastbaar voordeel uitmaakt. Deze korting wordt immers opgevat als de tegenhanger van het feit dat de in dat kader verworven aandelen gedurende 5 jaar onoverdraagbaar zijn.

II. ALGEMENE BESPREKING

De heer Leterme geeft aan dat de CVP-fractie de door de commissie besproken artikelen van het voorliggende ontwerp zal goedkeuren.

De door de artikelen 41 tot 47 ingevoerde nieuwe fiscale behandeling voor aandelenopties zullen het aantrekken van risico-kapitaal vergemakkelijken, waardoor de concurrentiepositie van onze ondernemingen zal worden uitgebreid.

Wanneer deze maatregel (zoals in Nederland) succes heeft kan hij in de toekomst worden verhoogd.

Ook het feit dat de werknemers (en hun know-how) via financiële participaties aan hun bedrijf worden gebonden lijkt hem een goede zaak.

Dergelijk systeem is echter niet in alle ondernemingen toepasbaar (non-profitsector, KMO's), wat tot een toenemende divergentie tussen de sectoren inzake het niveau en de vorm van de uitbetaalde lonen kan leiden. Daarnaast bestaat uiteraard ook het gevaar voor ontwijking van belasting en sociale zekerheidsbijdragen.

Ook *de heer De Grauwe* vindt de voorgestelde maatregelen inzake de "stock options" een eerste - zij het al te schuchtere - stap in de richting van de, door de eerste minister al jaren geleden aangekondigde financiële werknemersparticipatie.

Il estime que les mesures en projet ne sont pas particulièrement attrayantes, de sorte qu'elles n'auront sans doute guère de succès. Il compare une option sur actions à un billet de loterie: si le cours de l'action en question n'augmente pas, elle est sans valeur.

En outre, la valeur vénale - déterminée forfaitairement - sera immédiatement imposée, alors qu'il n'est absolument pas sûr qu'un gain sera effectivement réalisé.

M. De Grauwe estime qu'il conviendrait de n'imposer que le gain qui résulterait éventuellement de l'exercice de l'option.

M. Didden estime que la comparaison avec un billet de loterie est boiteuse. Si une option sur actions a de toute manière une certaine valeur, on ne peut pas en dire autant d'un billet de loterie. Un travailleur est généralement bien placé pour évaluer correctement les potentialités de son entreprise.

M. Leterme conteste, lui aussi, le point de vue de M. De Grauwe. C'est en effet tout le contraire que l'on peut observer aux Pays-Bas.

Le ministre des Finances confirme qu'il en est bien ainsi. Bien qu'un impôt soit dû à deux reprises aux Pays-Bas (d'abord sur la valeur vénale de l'option, puis sur la plus-value réalisée), le système y remporte un vif succès. Une option sur actions a, en droit, une certaine valeur qui est fonction de la valeur des actions sur laquelle elle porte. En outre, le détenteur d'une option prend nettement moins de risques que le détenteur d'un billet de loterie. Le travailleur n'est du reste pas obligé d'accepter une telle option; il ne l'acceptera que si, à la lumière de la connaissance de son entreprise et compte tenu de l'impôt forfaitaire à payer, il pense pouvoir réaliser une plus-value en levant l'option. L'entreprise est d'ailleurs tenue de lui fournir toutes les informations utiles à ce sujet.

Il ne croit pas qu'il faille craindre qu'une partie de plus en plus importante de la rémunération soit convertie en options sur actions. La loi sur la protection de la rémunération écarte ce risque.

Le ministre admet que la décision de fixer l'avantage des options sur actions de manière forfaitaire à 7,5% de la valeur de l'action sous-jacente (lorsque l'option offerte n'est pas admise ou négociée sur un marché réglementé ou régulièrement actif) est purement arbitraire. Il n'en demeure pas moins que ce taux est relativement bas compte tenu de la forte hausse des actions de certaines de nos petites et moyennes entreprises introduites en bourse au cours de l'année écoulée. Bien que la valeur d'une telle option sur actions demeure de toute évidence aléatoire, le régime proposé semble néanmoins suffisamment attractif, notamment à la lumière du succès qu'il remporte aux

Volgens hem is wat thans wordt voorgesteld niet bijster aantrekkelijk, zodat het wellicht weinig succes zal hebben. Hij vergelijkt dergelijke aandelenoptie met een loterijbriefje : als de koers van het betrokken aandeel niet stijgt is het waardeloos.

Daarenboven moet op de - forfaitair bepaalde - marktwaarde onmiddellijk belasting worden betaald, terwijl het lang niet zeker is dat er effectief winst zal worden gerealiseerd.

Het ware aangewezen, aldus de heer De Grauwe, dat enkel belasting zou worden geheven op de eventuele winst die uit de uitoefening van de optie voortvloeit.

De heer Didden meent dat de vergelijking met een loterijbriefje niet opgaat. Een aandelenoptie heeft hoe dan ook een zekere waarde, wat van een loterijbriefje niet kan worden gezegd. Een werknemer is doorgaans goed geplaatst om de toekomst van het bedrijf correct in te schatten.

Ook de heer Leterme onderschrijft de stelling van de heer De Grauwe niet. Uit de ervaring in Nederland blijkt precies het tegendeel.

De minister van Financiën bevestigt dit. Ondanks het feit dat er in Nederland twee maal belasting moet worden betaald (eerst op de marktwaarde van de optie en daarna op de gerealiseerde meerwaarde) kent het systeem aldaar een groot succes. Een aandelenoptie heeft in rechte een zekere waarde die afhankelijk is van de waarde van de aandelen waarop zij betrekking heeft. De houder loopt bovendien veel minder risico dan de bezitter van een loterijbriefje. De werknemer is trouwens niet verplicht dergelijke optie te aanvaarden; hij zal dit enkel doen wanneer hij op grond van zijn kennis van de onderneming, en rekening houdend met de te betalen forfaitaire belasting, meent dat hij door het lichten van de optie een meerwaarde kan verwerven. De onderneming moet hem hierover trouwens alle nodige informatie verschaffen.

Hij gelooft niet dat het gevaar reëel is dat een steeds groter wordend gedeelte van het loon in dergelijke aandelenopties zou worden omgezet. De wetgeving op de bescherming van het loon staat daar borg voor.

De minister geeft toe dat de beslissing om het voordeel van de aandelenopties forfaitair te bepalen op 7,5% van de waarde van het onderliggende effect (wanneer de aangeboden optie niet is opgenomen of wordt verhandeld op een gereguleerde of regelmatig werkende markt) louter arbitrair is. Toch is dit percentage relatief laag gelet op de forse toename van de waarde van de aandelen van bepaalde van onze kleine en middelgrote ondernemingen die tijdens

Pays-Bas (où, ainsi qu'il a été souligné par ailleurs l'impôt forfaitaire de 7,5% se double d'un impôt sur la plus-value). Les travailleurs disposent en outre d'un délai de soixante jours pour décider s'ils souhaitent ou non profiter de ce système.

M. De Grauwe juge un système de participation au bénéfice nettement plus intéressant pour les travailleurs concernés. Sauf en cas de faillite, une action ne peut jamais perdre toute valeur. L'intervenant craint que les cadres supérieurs soient les seuls à recourir à cette formule et que les simples travailleurs soient rebutés par la taxation forfaitaire.

M. Leterme précise que l'exemple néerlandais montre plutôt que les options sur actions reçoivent un accueil favorable auprès d'un large public.

Le ministre des Finances rappelle que contrairement au nôtre, le système fiscal néerlandais prévoit une imposition des plus-values. Certaines entreprises belges ont d'ores et déjà dévoilé, dans la perspective de la modification de la loi à l'examen, un projet d'introduction d'options sur actions accessibles à tous les membres de leur personnel, quelle que soit leur position hiérarchique.

M. Olaerts demande au ministre de fournir, afin qu'elle soit jointe au rapport, une comparaison (basée sur un exemple concret) entre les législations fiscales belge et néerlandaise en ce qui concerne les *stock options*.

M. Meureau précise que le ministre a déclaré, dans le cadre de son exposé introductif, que de telles options sur actions pourraient être acquises non seulement par les simples travailleurs mais aussi par les chefs d'entreprise, qui sont nettement mieux placés pour se faire une idée correcte de l'avenir de la société. Les simples travailleurs recevront-ils les mêmes informations que leurs chefs en ce qui concerne l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise?

Que faut-il entendre exactement, à l'article 42, § 1^{er}, par «obtenus en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle du bénéficiaire»? Un fournisseur pourra-t-il également acquérir des options sur actions?

Le ministre précise que toute société qui entend recourir au système des options sur actions devra tout d'abord publier un prospectus contenant toutes les informations utiles. Ce prospectus doit être approuvé par la Commission bancaire et financière. Des réunions d'information devront en outre être organisées à l'intention du personnel. Enfin, ainsi qu'il a été pré-

het afgelopen jaar ter beurse werden genoteerd. Hoewel de waarde van dergelijke aandelenoptie inderdaad onzeker is lijkt de voorgestelde regeling toch aantrekkelijk genoeg, gelet ook op het succes ervan in Nederland (waar, zoals gezegd bovenop een forfaitaire belasting van 7,5% ook nog een belasting op de meerwaarde wordt geheven). De werknemers krijgen daarenboven 60 dagen de tijd om te beslissen of zij al dan niet van dit systeem willen gebruik maken.

De heer De Grauwe vindt een stelsel van winst-deelneming veel interessanter voor de betrokken werknemers. Behoudens in geval van faillissement kan de waarde van een aandeel nooit tot nul dalen. Hij vreest dat enkel de top-managers van dit systeem zullen gebruik maken en dat de gewone werknemer door de forfaitaire taxatie zal worden afgeschrikt.

De heer Leterme geeft aan dat het Nederlandse voorbeeld veeleer wijst op een verspreiding van de aandelenopties over een ruimer publiek.

De minister van Financiën herinnert eraan dat het Nederlandse belastingstelsel, in tegenstelling tot het onze, wel een belasting op de meerwaarden inhoudt. Bepaalde Belgische ondernemingen hebben in het perspectief van de voorliggende wetwijziging reeds een plan voor aandelenopties, bedoeld voor alle personeelsleden van hoog tot laag, bekend gemaakt.

De heer Olaerts vraagt dat de minister een vergelijking (aan de hand van een concreet voorbeeld) tussen de Belgische en de Nederlandse belastingwetgeving met betrekking tot de stock options, aan het verslag zou toevoegen.

De heer Meureau geeft aan dat de minister in zijn inleiding heeft gesteld dat niet alleen de gewone werknemers maar ook de bedrijfsleiders, die veel beter geplaatst zijn om de toekomstige evolutie van de onderneming correct in te schatten, dergelijke aandelenopties kunnen verwerven. Zullen ook de gewone werknemers dezelfde informatie krijgen over de evolutie van de waarde van de aandelen van de onderneming?

Wat wordt in artikel 42, §1 precies verstaan onder «verkregen uit hoofde of naar aanleiding van de beroepswerkzaamheid van de betrokkene»? Kan ook een leverancier dergelijke aandelenopties verwerven?

De minister legt uit dat elke vennootschap die beroep wil doen op aandelenopties eerst een prospectus moet uitgeven met alle nodige informatie. Deze prospectus dient te worden goedgekeurd door de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen. Daarenboven moeten ook informatievergaderingen worden belegd voor het personeel. Tenslotte krijgen de werknemers

cisé, les travailleurs disposeront de soixante jours pour décider s'ils acceptent ou non l'offre en question. Ce délai leur permettra également de demander au besoin des renseignements complémentaires.

Etant donné que l'objectif est de permettre également à des entreprises multinationales de recourir à ce système, les options sur actions pourront être acquises par toutes les personnes qui entretiennent une relation d'affaires (au sens large du terme) avec l'entreprise concernée.

M. Meureau estime que cette faculté ne ressort pas de l'exposé des motifs.

M. Dillen demande comment sera fixée la valeur de l'option pour les actions qui ne sont pas cotées en Bourse. Comment les travailleurs seront-ils informés en pareil cas?

Le ministre rappelle qu'un prospectus sera publié et que des réunions d'information seront organisées.

A la demande de *M. Olaerts*, il précise que la valeur (fixée forfaitairement) de l'option sur actions sera ajoutée au revenu imposable et sera imposée au taux marginal à l'impôt des personnes physiques ou des non-résidents. Plus aucun impôt ne sera perçu ultérieurement sur la plus-value (contrairement à ce qui se passe aux Pays-Bas).

M. De Grauwe maintient que le gouvernement a choisi la solution la moins attrayante pour les travailleurs. Même si toutes les actions ne connaîtront pas une hausse ininterrompue, il n'en faudra pas moins payer d'emblée un impôt sur l'option.

M. Olaerts estime que le simple travailleur n'a qu'une vague idée de l'évolution de la valeur de l'entreprise. Il estime que le régime fiscal proposé est typiquement belge: l'Etat écrème les résultats éventuels avant qu'ils aient été obtenus!

M. De Grauwe prédit que les entreprises qui recourront à un tel système auront tendance, à l'avenir, à distribuer des dividendes moins élevés.

M. Schoeters fait observer qu'une telle attitude aurait pour conséquence de réduire la valeur des actions de la société.

zoals gezegd zestig dagen tijd om te beslissen of ze al dan niet op dit aanbod ingaan. Die termijn laat hen ook toe om zo nodig bijkomende inlichtingen te vragen.

Aangezien het de bedoeling is dat ook multinationale ondernemingen van dit systeem zouden gebruik maken kunnen aandelenopties worden verworven door alle personen die een zakelijke relatie (in de ruime betekenis) met de betrokken onderneming hebben

De heer Meureau vindt dat zulks niet blijkt uit de memorie van toelichting.

De heer Didden vraagt hoe de waarde van de optie wordt bepaald voor aandelen die niet ter beurse zijn genoteerd. Hoe worden de werknemers in dergelijk geval geïnformeerd?

De minister verwijst naar de prospectus en de informatievergaderingen.

Op vraag van *de heer Olaerts* geeft hij aan dat de (forfaitair bepaalde) waarde van de aandelenoptie bij het belastbaar inkomen wordt gevoegd en tegen het marginaal tarief in de personenbelasting of belasting der niet-verblijfhouders wordt belast. Daarna is er (in tegenstelling tot wat in Nederland gebeurt) geen belasting meer op de meerwaarde.

De heer De Grauwe blijft erbij dat de regering kiest voor de voor de werknemer minst aantrekkelijke oplossing. Niet alle aandelenkoersen zullen blijven stijgen, maar toch moet er van meet af aan belasting worden betaald op de optie.

De heer Olaerts is van oordeel dat de gewone werknemer nauwelijks zicht heeft op de evolutie van de waarde van de onderneming. De voorgesteld fiscale regeling is volgens hem typisch Belgisch: de Staat roomt de mogelijke resultaten af nog voor ze geboekt zijn!

De heer De Grauwe voorspelt dat de ondernemingen die dergelijk systeem invoeren, in de toekomst geneigd zullen zijn om minder dividend uit te keren

De heer Schoeters merkt op dat dergelijke houding voor gevolg zou hebben dat de aandelen van de onderneming in waarde zouden dalen.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Art. 41

M. Meureau demande pourquoi cet article ne définit pas la notion de «relation professionnelle». Il renvoie à cet égard aux observations qu'il a formulées dans le cadre de la discussion générale. Le gérant d'une autre société, avec laquelle l'entreprise fait régulièrement des affaires, peut-il également acquérir des options sur actions?

Le ministre répond que cette possibilité est offerte aux travailleurs de sociétés liées, de sous-traitants et de fournisseurs, à l'exclusion des sociétés. Il doit s'agir de personnes physiques résidant en Belgique et assujetties à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents. L'objectif est de lier à l'entreprise toutes les personnes qui y puisent leurs revenus professionnels.

Le ministre indique par ailleurs que les mots «à l'occasion de l'augmentation de capital d'une société» dans la définition du terme «option» sont en réalité redondants. Il va de soi que souscrire à des actions ne peut se faire que dans le cadre d'une augmentation du capital.

L'article est adopté par 8 voix et une abstention.

Art. 42

M. Didden demande s'il ne faut pas déduire *a contrario* des mots «au point de vue fiscal» (§ 1^{er}, alinéa 2) que les options sur actions donnent lieu à la perception de cotisations de sécurité sociale. Ne serait-il pas préférable de remplacer ces mots par les mots «au point de vue fiscal et parafiscal»?

Le ministre répond par la négative. Les options sur actions ne donnent pas lieu à la perception de cotisations de sécurité sociale. Un projet d'arrêté royal excluant les options de la notion de salaire en droit social est actuellement au Conseil d'État. Le ministre attire l'attention sur le fait que le §2 est le pendant logique de ce que l'avantage résultant d'options est censé obtenu au moment de leur attribution.

L'article est adopté par 8 voix et une abstention.

Art. 43

M. Leterme fait observer que le § 4, 2^o, dispose que la valeur des actions est déterminée... sur avis conforme du commissaire réviseur. Que se passera-t-il si cet avis n'est pas conforme?

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Art. 41

De heer Meureau vraagt waarom dit artikel geen definitie omvat van het begrip "beroepsverband". Hij verwijst in dit verband naar zijn interventie tijdens de algemene bespreking. Kan ook de beheerder van een andere vennootschap, waarmee de onderneming geregeld zaken doet, dergelijke aandelenopties verwerven?

De minister antwoordt dat de werknemers van verbonden ondernemingen, onderaannemers en leveranciers eveneens die mogelijkheid hebben. Vennootschappen kunnen dit echter niet. Het moet gaan om fysieke personen die in België wonen en onderworpen zijn aan de personenbelasting of aan de belasting der niet-verblijfhouders. Het is de bedoeling alle personen die hun beroepsinkomsten uit een onderneming halen aan die onderneming te binden.

De Minister wijst er tevens op dat de woorden «naar aanleiding van de verhoging van het kapitaal van de onderneming» in de definitie van het begrip «optie» eigenlijk overbodig zijn. Het spreekt voor zich dat inschrijven op aandelen enkel kan n.a.v. een kapitaalverhoging.

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Art. 42

De heer Didden vraagt of uit de woorden "uit fiscaal oogpunt" (in het tweede lid van §1) niet *a contrario* moet worden afgeleid dat op de aandelenopties wel sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd zijn. Kunnen deze woorden niet beter worden vervangen door de woorden «uit fiscaal en parafiscaal oogpunt»?

De minister antwoordt ontkennend. Op de aandelenopties zijn geen sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd. Een ontwerp koninklijk besluit dat de opties uitsluit uit het sociaalrechtelijk loonbegrip is momenteel bij de Raad van State. De minister vestigt eveneens de aandacht op het feit dat §2 de logische tegenhanger is van het feit dat het voordeel uit opties geacht wordt verkregen te zijn op het ogenblik van hun toekenning.

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Art. 43

De heer Leterme geeft aan dat in §4, 2^o bepaald is dat de waarde van de aandelen wordt vastgesteld ... op eensluidend advies van de commissaris-revisor. Wat gebeurt er wanneer dat advies niet eensluidend is?

Le ministre répond qu'en pareil cas, le début de preuve à l'égard de l'administration de la valeur de l'action que constitue l'avis fait défaut.

M. De Grauwe propose de remplacer chaque fois, dans le texte néerlandais du § 6, 1°, et du § 7, les mots «*de prijs van de uitoefening*» par les mots «*de uitoefenprijs*».

Le ministre explique que «déterminé de manière certaine» au §6, 1° signifie que le prix d'exercice de l'option doit être fixé à un montant déterminé (par opposition à déterminable) et non pas, par exemple, comme pourcentage de la valeur future du titre sous-jacent. Il précise également la portée du §6, 3°. Aux termes de cette disposition, le détenteur d'options ne peut être couvert contre une réduction de la valeur du titre sous-jacent.

Sont visées les réductions de valeur résultant de circonstances du marché. Le détenteur d'options ne peut être couvert contre le risque de l'entreprise. L'option est en effet par essence un instrument permettant de bénéficier d'une évolution favorable de la valeur d'une action et l'attribution d'options dans le contexte du projet est précisément un moyen pour impliquer les travailleurs dans l'évolution, et donc le risque, de l'entreprise.

Compte tenu de l'esprit du projet, des clauses visant à protéger les détenteurs d'options contre une dilution résultant d'une modification dans la structure du capital de l'entreprise dont ils peuvent acquérir les titres ne sont pas visées par le §6, 3°. De telles clauses prévoient généralement une réduction du prix d'exercice de l'option ou du warrant, dans le cas, par exemple, d'une réduction de capital avec remboursement des actionnaires d'une incorporation des réserves dans le capital, accompagné d'une attribution de nouvelles actions, de la création de nouvelles actions, parts bénéficiaires, obligations convertibles ou avec droit de souscription, d'une modification de dispositions statutaires ayant trait à la distribution de bénéfices réservés et autres bénéfices et/ou à la distribution du solde de liquidation, d'une dissolution de la société, d'une fusion, d'un apport ou d'une cession d'actions par suite de quoi des actions sont échangées, de nouvelles actions ou catégories d'actions sont créées, mettant en cause les droits des détenteurs d'options.

Ces clauses anti-dilution ne tendent nullement à couvrir le bénéficiaire contre le risque de l'entreprise. Ils n'empêchent donc pas une évaluation de l'option à 7,5% de la valeur du titre sous-jacent.

La commission marque son accord sur la correction linguistique proposée par M. De Grauwe.

De minister antwoordt dat het advies in dergelijk geval aangaande de waarde van de aandelen niet als begin van bewijs kan dienen jegens de administratie.

De heer De Grauwe stelt voor om in §6, 1° en § 7, in de Nederlandse tekst de woorden «de prijs van de uitoefening» telkens te vervangen door de woorden «de uitoefenprijs».

De minister verduidelijkt dat «definitief vastgesteld» in §6, 1° betekent dat de uitoefenprijs van de optie op een bepaald (itt. bepaalbaar) bedrag is vastgesteld en niet, bijvoorbeeld, als percentage van de toekomstige waarde van het onderliggende effect. Hij verduidelijkt eveneens de draagwijdte van §6, 3°. Maar luidt van deze bepaling mag de optiehouder niet ingedekt zijn tegen een waardevermindering van het onderliggende effect.

Bedoeld worden waardeverminderingen die het gevolg zijn van marktomstandigheden. De optiehouder mag niet ingedekt zijn tegen het risico van de onderneming. De optie is immers in essentie een instrument dat moet toelaten in te spelen op de evolutie van waarde van een aandeel, en de toekenning van opties in het kader van dit ontwerp dient precies om werknemers te betrekken bij de ontwikkeling, en dus het risico, van hun onderneming.

Rekening houdend met de geest van het ontwerp vallen clausules ter bescherming van de optiehouders tegen verwatering ten gevolge van een wijziging in de kapitaalstructuur van de vennootschap wiens effecten zij kunnen verkrijgen niet onder toepassing van §6, 3°. Zulke clausules voorzien doorgaans in een vermindering van de uitoefenprijs van de optie of warrant, bijvoorbeeld in geval van kapitaalvermindering door terugbetaling aan de aandeelhouders, inlijving van de reserves in het kapitaal gepaard gaande met de toewijzing van nieuwe aandelen, de creatie van nieuwe aandelen, winstbewijzen, converteerbare obligaties of obligaties met een inschrijvingsrecht, de wijziging van statutaire bepalingen die betrekking hebben op de verdeling van de gereserveerde winsten en andere winsten en/of op de verdeling van het saldo bij liquidatie, de ontbinding van de vennootschap of de fusie, inbreng of overdracht van aandelen als gevolg waarvan aandelen worden uitgewisseld, nieuwe aandelen worden uitgegeven of nieuwe categorieën van aandelen worden gecreëerd die de rechten van de optiehouders zouden aantasten.

Deze anti-verwateringsclausules strekken er geenszins toe de optiehouder in te dekken tegen het risico van de onderneming. Zij brengen de waardering van de optie aan 7,5% van de waarde van het onderliggende effect dan ook niet in het gedrang.

De commissie stemt in met de door de heer De Grauwe voorgestelde tekstverbetering.

L'article est adopté par 8 voix et une abstention.

Art. 44

M. Meureau demande qui établira les fiches individuelles visées à cet article pour les personnes qui ne font pas partie du personnel de l'entreprise concernée.

Le ministre répond que c'est l'entreprise qui attribue les options qui devra établir les fiches individuelles. Dans le cas d'une entreprise étrangère attribuant des options en faveur du personnel de sa filiale belge, l'obligation incombe à la filiale belge.

L'article est adopté par 8 voix et une abstention.

Art. 45 à 49

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 8 voix et une abstention.

Art. 62 à 67

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 8 voix et une abstention.

L'ensemble des dispositions soumises à la commission est adopté par 8 voix et une abstention.

Le rapporteur,

Le président,

A. VAN HAESENDONCK

M. DIDDEN

ERRATUM

Art. 43

A la troisième ligne du texte néerlandais du § 6 et à la première ligne du texte néerlandais du § 7, les mots «de prijs van uitoefening» sont remplacés par les mots «de uitoefenprijs».

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Art. 44

De heer Meureau vraagt wie de in dit artikel bedoelde individuele fiches zal opstellen voor personen die niet tot het personeel van de betrokken onderneming behoren.

De minister antwoordt dat de onderneming die de opties toekent de individuele fiches zal moeten opstellen. In het geval van een buitenlandse onderneming die opties toekent aan het personeel van haar Belgische dochter ligt die verplichting bij de Belgische dochter.

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Art. 45 tot 49

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Art. 62 tot 67

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

Het geheel van de aan de commissie voorgelegde bepalingen wordt aangenomen met 8 stemmen en één onthouding.

De rapporteur,

De voorzitter,

A. VAN HAESENDONCK

M. DIDDEN

ERRATUM

Art. 43

Op de derde regel van de Nederlandse tekst van §6 en op de eerste regel van de Nederlandse tekst van §7 vervange men de woorden «de prijs van de uitoefening» door de woorden «de uitoefenprijs».

Annexe (fournie par le ministre des Finances)

Comparaison sommaire de l'imposition des options sur actions en Belgique et aux Pays-Bas

I. Aux Pays-Bas, les options sont imposées sur une base évaluée forfaitairement à 7,5% de la valeur du titre sous-jacent au moment de l'attribution de l'option, lorsque celle-ci répond à certaines conditions, qui sont moins nombreuses que celles reprises dans le présent projet. Essentiellement, la durée de l'option ne peut être de plus de 5 ans et le prix d'exercice de l'option doit être égal à la valeur de l'action sous-jacente au moment de l'attribution. Aussi les options ne sont-elles imposables qu'au moment où elles deviennent inconditionnelles (les options dont l'exercice est affecté d'une condition suspensive ne sont imposable qu'au moment de la réalisation de cette condition); le présent projet fixe la valeur imposable de l'option dans toutes les hypothèses au moment de son attribution.

Il convient de remarquer que l'imposition des options aux Pays-Bas exclut l'application de l'impôt sur les plus-values sur participations importantes. Cet impôt est en principe dû sur les plus-values en cas de cession de participations de 5% du nombre total des actions d'une société. La Belgique connaît un impôt des plus-values sur actions, mais uniquement en cas de cession de participations de 25% à un non-résident; ils se trouve donc moins appliqué qu'aux Pays-Bas.

II. Actuellement, un nouveau régime d'imposition des options est en discussion au parlement néerlandais.

La comparaison entre l'imposition nette générée par ce nouveau régime et l'imposition proposée dans le présent projet se présenterait comme suit:

Bijlage (verstrekkt door de minister van Financiën)

Beknopte vergelijking van de belastingheffing op aandelenopties in België en Nederland

I. In Nederland geldt een belastingheffing op een forfaitair gewaardeerde grondslag van 7,5% van de waarde van het onderliggende effect op het ogenblik van de toekenning van de optie, indien deze aan bepaalde voorwaarden voldoet die minder talrijk zijn dat de voorwaarden die in het voorliggend ontwerp zijn opgenomen. In essentie mag de looptijd van de optie max. 5 jaar bedragen en moet de uitoefenprijs gelijk zijn aan waarde van het onderliggende aandeel op het ogenblik van de toekenning. Ook zijn opties slechts belastbaar op het ogenblik dat zij onvoorwaardelijk worden (opties waarvan de uitoefening is onderworpen aan een opschortende voorwaarde worden pas belast op het ogenblik dat deze voorwaarde zich verwezenlijkt). In onderhavig ontwerp wordt de belastbare waarde van de optie in ieder geval vastgesteld op het ogenblik van de toekenning.

Opgemerkt dient te worden dat de belastingheffing op opties Nederland de toepassing van de 'aanmerkelijk-belangheffing' uitsluit. Deze heffing is normaal verschuldigd op meerwaarden op aandelenpakketten van 5% van het totaal aantal aandelen van een vennootschap. België kent slechts een belastingheffing op meerwaarden op aandelenpakketten van 25% en enkel in geval van verkoop aan een niet-rijksinwoner; zij wordt dus veel minder toegepast dan in Nederland.

II. Momenteel wordt een nieuw belastingregime voor opties besproken in het Nederlandse parlement.

De vergelijking tussen de netto-heffing waartoe dat voorstel, indien aangenomen, aanleiding zou geven, en de in onderhavig ontwerp voorgestelde belasting, doet zich als volgt voor:

Durée de l'option en années Looptijd optie in jaar	Pays-Bas x (60% - 35%) Nederland x (60% - 35%)	Belgique x 60% I.P.P. België x 60% P.B.
1	1,0	9,0
2	2,0	9,0
3	3,0	9,0
4	4,0	4,5
5	5,0	4,5

Dans la mesure où une plus-value est réalisée sur les actions acquises suite à l'exercice d'un option dans les trois années, cette plus-value est imposée. En Belgique, telle plus-value n'est pas imposable, sous réserve du cas mentionné ci-dessus (plus-value sur participation importante).

En conclusion, il est impossible de qualifier le régime fiscal néerlandais et belge de 'plus ou moins avantageux', en raison des différences entre leurs conditions d'application, entre le moment de l'imposition et entre le régime fiscal de droit commun valant pour les plus-values sur actions.

Voor zover er in Nederland binnen de eerste drie jaar een meerwaarde wordt verwezenlijkt op de aandelen die via de uitoefening van de optie verkregen worden, wordt die meerwaarde bijkomend belast. In België is de meerwaarde niet belastbaar, tenzij in hogervermeld geval ('aanmerkelijk belangheffing').

Als besluit kan men stellen dat het Nederlandse en Belgische belastingregime niet zonder meer als 'meer of minder voordelig' aangemerkt kunnen worden, omwille van het verschil in toepassingsvoorwaarden van de respectieve regelingen, heffingsmoment en gemeenrechtelijke fiscale behandeling van meerwaarden op aandelen.